



Chômage : les médecins de Molière

Ah, les économistes ! "Always wrong, never in doubt", se trompant toujours mais ne doutant jamais. Il y a deux ans les plus titrés - on taira leurs noms par charité - prédisaient une sortie rapide de la crise. On a vu ce qu'il en était.

Et si les classes dirigeantes, somme toute, s'accommodaient secrètement du chômage ? Accusation gratuite ? Soupçon paranoïaque ? Il faut bien constater, en tout cas, qu'elles lui opposent une verbale indignation qui couvre leur impuissance et leur négligence. Tout se passe comme si une secrète résignation sous-tendait les politiques officiellement consacrées à la lutte pour l'emploi. On finit par croire que l'aveu destructeur de François Mitterrand à la télévision - « *Le chômage ? On a tout essayé !* » - révélait l'obscur conviction des responsables des deux bords.

Il est vrai que ce mal bientôt demi-séculaire, qui jette dans l'amertume et le désespoir des millions d'Européens, qui handicape l'initiative, démoralise la population, transforme les quartiers populaires en autant de ghettos urbains, favorise toutes les peurs, tous les extrémismes, épargne pour l'essentiel nos dirigeants. Les hauts fonctionnaires y échappent par statut, les hommes politiques se ménagent des points de chute soigneusement préparés, les dirigeants économiques négocient « golden parachutes » ou « retraites-chapeau » qui assurent l'avenir. Quant à leurs enfants, ils sont protégés par un réseau de relations qui leur donne un avantage irrésistible ou bien, au pire, par le patrimoine accumulé au fil des ans. C'est une loi de l'humanité : aussi cruel soit-il, on est moins sensible à un mal qui vous épargne.

On dira que les gouvernements successifs - et l'actuel plus que d'autres - ont placé l'emploi en tête de leurs priorités. François Hollande a promis l'inversion de la courbe à la fin de 2013 : cela dépend de la reprise mondiale, c'est-à-dire de tout sauf de lui. Quant à l'inversion en question, qui serait un beau succès, elle nous laissera tout de même avec plus de 3 millions de demandeurs d'emploi pendant des années. La vérité, c'est que ces gouvernants de bonne volonté, de droite et de gauche, sont enfermés dans la thérapeutique immuable préconisée par les économistes orthodoxes et dont les prescriptions n'ont en rien, pour l'instant, soulagé le malade. Ah, les économistes ! Etrange profession, qui tient le haut du pavé et qui fait tant penser aux médecins de Molière. On connaît leur devise, sarcastiquement inventée par les Anglo-Saxons : « *Always wrong, never in doubt* », « se trompant toujours mais ne doutant jamais ». Il y a deux ans les plus titrés - on taira leurs noms par charité - prédisaient une sortie rapide de la crise. On a vu ce qu'il en était. Le FMI, temple des plus révérends d'entre eux, vient d'avouer qu'il avait sous-estimé de trois fois l'impact récessif de l'austérité. Une paille ! Ce qui ne les empêche pas de délivrer avec la même hauteur - la même arrogance - les mêmes ordonnances qui gouvernent le sort de millions de gens. « *Clysterium donare, postea*

seignare, ensuite purgare. » Le clystère, la saignée, la purge : l'austérité, la déflation, les réformes de structure. Rien n'a changé depuis Molière.

A-t-on vraiment tout essayé ? En aucune manière. Les gouvernements font penser à cet ivrogne qui a perdu sa clé dans une rue obscure et qui la cherche sous la lumière d'un seul réverbère. « *Ailleurs, on ne voit rien* », dit-il. Ainsi les dirigeants européens restent-ils dans le halo étroit de l'orthodoxie, alors que d'autres solutions existent, si l'on se donnait la peine de les éclairer. Prenons quelques pistes, livrées au débat public sans a priori, de manière à ne pas imiter, après les avoir fustigés, les économistes... Aucune n'est une panacée, mais chacune peut en revanche, modestement, contribuer à améliorer la situation.

On doit rembourser la dette, c'est inéluctable. Mais le rythme de réduction adopté dans toute l'Europe n'est-il pas trop draconien ? Un étalement plus grand, même s'il déplaît à la banque et à la finance, même s'il heurte les préjugés, ne serait-il pas moins destructeur d'emplois ? Comme annoncé par Joseph Stiglitz ou Paul Krugman, la récession est là, déclenchée par l'austérité continentale. Faut-il l'aggraver ?

Il faut défendre l'euro, certes. Mais il est clair que son taux actuel handicape les exportations européennes, au sud du continent en tout cas, et donc qu'il entretient le sous-emploi. Faut-il, par dogmatisme, maintenir un euro fort ? C'est l'intérêt des banquiers et des épargnants. Pas celui des chômeurs.

Malgré les scrupules ou les préjugés de la gauche, ne serait-il pas judicieux d'encourager avec plus de fermeté la recherche d'emploi des chômeurs ? Non pour les stigmatiser, bien sûr, mais pour s'assurer qu'un salarié qui perd son emploi ne reste pas inerte ou ne refuse pas, par excès de confiance, un emploi moins séduisant que le sien, ce qui l'enferme dans le chômage ? Mieux adapter offre et demande d'emploi : la solution est partielle mais efficace.

L'inégalité, on le sait, n'est pas seulement source d'injustice. Elle réduit le taux de croissance.

Le revenu des pauvres est pour l'essentiel dépensé, celui des riches en grande partie placé dans l'immobilier ou sur les marchés financiers, qui forment un grand tout spéculatif. Accepter l'inégalité, c'est faire stagner la demande et brider l'activité. Contrairement au dogme libéral, la redistribution n'est pas un handicap, mais un atout. Pour les chômeurs en tout cas.

Quatre exemples parmi d'autres, donc, qui heurtent les idées reçues dans les deux camps. Trop contraires aux catéchismes... Le test est pourtant éloquent : si on refuse même de les envisager, c'est bien que l'emploi n'est pas une vraie priorité. L.J.